



Communiqué de presse. Paris, le 6 février 2017.

Colombie – La construction de la paix menacée par les assassinats de défenseurs des droits humains et leaders sociaux

Dans un contexte de démobilisation de la guérilla des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) et de mise en application de l'accord final de paix, les assassinats de défenseurs des droits humains et leaders sociaux continuent en Colombie. Ce sont au total 117 responsables d'organisations sociales et défenseurs des droits humains qui ont été assassinés en 2016 selon l'Institut d'Etudes pour le Développement et la Paix – Indepaz. Face à cette situation extrêmement préoccupante, le Réseau France-Colombie Solidarités demande à l'État colombien de reconnaître l'existence et le rôle des groupes paramilitaires dans ces homicides et de garantir la protection physique et psychologique de ses citoyens et notamment de celles et ceux qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur communauté.

Malgré le contexte de mise en œuvre de l'accord final de paix avec les FARC et le début des négociations avec l'ELN (Armée de Libération Nationale - 2e guérilla du pays), la paix est loin d'être complète en Colombie. Les défenseurs des droits humains et leaders sociaux colombiens sont régulièrement menacés et assassinés. Selon Indepaz, plus de 30 organisations sont persécutées de manière systématique. Cette résurgence de la violence rappelle les heures les plus sombres du conflit et menace la réalisation d'une paix. *“Les dirigeants des communautés paysannes sont de véritables agents de paix au niveau local: ce sont eux qui retissent un lien social rompu par plusieurs décennies de conflit armé et permettent un retour à la terre des populations déplacées. S'ils sont constamment pris pour cibles et éliminés, c'est tout le processus de paix qui est remis en question.”*, pour Martin Willaume, chargé de mission Amérique latine au CCFD - Terre Solidaire.

Ces actes de terreur et ces exactions s'effectuent dans une logique d'accaparement des terres afin de déplacer de force les propriétaires terriens pour faciliter l'implantation de méga-projets de développement et renforcer le contrôle politique sur les populations. Cette pression sur le territoire est particulièrement forte dans les départements d'[Antioquia](#) et de Cordoba au nord-ouest du pays [où ceux qui défendent leur droit à la terre ont été pris pour cibles récemment](#).

Pour Jean-Philippe Echassoux, coordinateur du Réseau France-Colombie Solidarités: *“il ne s'agit pas de menaces, de disparitions forcées et d'assassinats isolés mais bien d'une stratégie qui révèle la volonté de certains acteurs, dont les groupes paramilitaires, de refuser la fin des conflits armés et de lutter contre la recherche et la construction d'une paix durable en Colombie”*. L'État colombien se doit de garantir l'intégrité et la protection de ses citoyens victimes de menaces en apportant une série de mesures appropriées et rapides.

Au vu de la situation actuelle, le Réseau France-Colombie Solidarités demande :

- à l'État colombien de reconnaître l'existence de groupes paramilitaires, en partie responsables des menaces, assassinats et disparitions forcées à l'encontre des défenseurs des droits humains et leaders sociaux ;
- à l'État colombien de garantir la protection physique et psychologique de ses citoyens et notamment des défenseurs des droits humains et leaders sociaux ;
- au Parlement colombien de légiférer sur la mise en œuvre du point 3.4 de l'accord de paix avec les FARC afin que soit créée rapidement la Commission nationale de garanties de sécurité et l'Unité spéciale du Parquet pour enquêter sur les homicides en partie perpétrés par les structures paramilitaires et les démanteler ;
- à la France de porter une attention spécifique à la situation de risque des défenseurs des droits humains et leaders sociaux en appelant le gouvernement colombien à garantir immédiatement leur protection.

Contact presse :

- Réseau France Colombie Solidarités – RFCS : Jean-Philippe Echassoux, reseaucolombie@gmail.com, 07 68 32 45 95
- Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire - CCFD-TS: Emilie Perraudin, 01 44 82 80 67.
- Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme – AEDH : Jean-Pierre Aldeguer, jpgaldeguer@hotmail.com

Note aux rédactions :

Les ONG membres du Réseau France-Colombie Solidarités – RFCS sont : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture – ACAT, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme – AEDH, Amnesty International France – AIF, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre Solidaire – CCFD-Terre Solidaire, Ecole de la Paix – EdP, Entre Todos France – ETF, Mâcon Solidarité Colombie – MSC, Peace Brigades International France – PBIF, Secours Catholique Caritas France – SC-CF, Travailler Ensemble Jeunes et Engagés – TEJE, Terre des Hommes France – TdHF, Solidarité Laïque – SL.